

RENFORCEMENT DES SYSTÈMES AU SEIN DE CORDAID: PAIX, SÉCURITÉ ET JUSTICE

CARE. ACT. SHARE. LIKE CORDAID.

Crédits photo : Mickael Franci / Cordaid

CONTEXTE

En cette période d'instabilité politique croissante, de recul de l'État de droit et de changement des rapports de force à l'échelle mondiale, le renforcement des systèmes de paix, de sécurité et de justice est plus urgent que jamais, en particulier dans les contextes fragiles et affectés par un conflit (FCAS). Cordaid met l'accent sur le soutien à la société civile nationale et l'action collective qui influencent la prise de décision aux niveaux international, régional et national, contribuant ainsi à réduire les risques dans les environnements restrictifs.

Opérant dans un contexte de polycrise mondiale, caractérisé par des conflits armés, un stress climatique et des urgences humanitaires, Cordaid privilégie une gouvernance locale fondée sur des systèmes résilients afin de renforcer les acteurs de la société civile et de promouvoir la stabilité politique.

Le changement climatique fonctionne comme un amplificateur de menaces, aggravant la raréfaction des ressources, les déplacements ainsi que les tensions sociales et économiques. Cela nécessite des stratégies d'adaptation au climat, en particulier dans les pays vulnérables et affectés par des conflits. Parallèlement, la numérisation offre à la fois un potentiel de transformation et des risques considérables, notamment en matière de surveillance, d'exclusion et de cyber-insécurité. L'approche intégrée de Cordaid en matière de renforcement des systèmes répond à ce contexte complexe, en proposant des solutions inclusives et adaptatives, en accord avec les objectifs de développement mondial.

QUE SIGNIFIE LE RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE PAIX, DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE ?

Le renforcement des systèmes consiste à améliorer et à consolider l'ensemble du réseau de personnes, d'institutions et de ressources engagées dans le maintien de la paix et l'administration de la justice. Cette approche a pour objectif d'adapter les systèmes de sécurité et de justice aux besoins des populations et des communautés. Elle nécessite de s'assurer que ces systèmes fonctionnent efficacement ensemble, s'ajustent aux évolutions et s'attaquent aux causes profondes des conflits et des injustices.

Piliers essentiels du renforcement du système

1. **Sécurité humaine:** évoluer d'une sécurité centrée sur l'État vers une sécurité orientée vers les individus, en répondant aux défis économiques, sociaux et politiques, y compris la sécurité numérique et les risques climatiques.
2. **Justice axée sur les personnes:** Renforcer les dispositifs de justice formels et informels afin d'améliorer l'accessibilité, l'efficacité et la confiance au sein des communautés.
3. **Paix inclusive:** engager tous les groupes sociaux, notamment les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées, dans les processus de paix afin de traiter les causes profondes des conflits et de favoriser la stabilité à long terme.
4. **Développement réalisé localement:** accorder la priorité aux acteurs locaux dans la conception et l'exécution des initiatives de justice et de sécurité afin d'assurer la durabilité, la pertinence et la responsabilité.

RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DANS LES DOMAINES DE LA PAIX, DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE

Des systèmes de sécurité et de justice efficaces sont essentiels à la stabilité, au développement et au bien-être des communautés. Cordaid privilégie une approche globale, fondée sur les besoins des populations, qui intègre des solutions ascendantes aux politiques gouvernementales afin d'améliorer la prestation des services, de promouvoir la justice et d'assurer la sécurité.

Les modèles traditionnels de justice axés sur l'État échouent souvent dans les situations de conflit et d'instabilité, en raison de l'instabilité politique et institutionnelle. Une approche plus large de renforcement des systèmes garantit que la société civile joue un rôle dans la responsabilité, la transparence et la cohésion sociale, rendant les systèmes judiciaires plus résilients et inclusifs.

Cette approche s'aligne sur les ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces) et 5 (égalité des sexes) et intègre des cadres clés tels que la transformation des conflits, le triple lien et le climat-paix-sécurité afin de créer des solutions durables et axées sur les communautés. En renforçant les systèmes de manière holistique, Cordaid favorise des structures de sécurité et de justice inclusives, responsables et résilientes qui soutiennent une paix et un développement durables.

ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS

Les éléments constitutifs suivants sont des éléments clés qui contribuent collectivement au renforcement du système. Il ne s'agit pas d'une liste de contrôle rigide à appliquer dans tous les contextes : chaque élément constitue une partie essentielle d'une stratégie plus large, et leur mise en œuvre peut varier en fonction des circonstances et des besoins spécifiques. Ces principes permettent une approche sur mesure qui peut répondre efficacement à des défis uniques et tirer parti des atouts contextuels.



La prise de décision basée sur des données probantes assure que les programmes et les politiques s'adaptent aux besoins évolutifs des communautés en identifiant les tendances, en évaluant l'impact et en modifiant les stratégies.

Elle renforce la confiance grâce à la transparence, à la responsabilité et à une prise de décision ancrée dans des valeurs inclusives.



La programmation Nexus intègre les efforts humanitaires, de développement et de consolidation de la paix afin d'aborder les crises de manière holistique, en donnant la priorité au leadership local et à la résilience à long terme.



La sensibilité aux conflits aide à prévenir l'aggravation des tensions par les programmes et favorise la consolidation de la paix en s'attaquant aux causes profondes des conflits, en renforçant la résilience et en soutenant le développement.

Appliqué aux systèmes de sécurité et de justice, cela nécessite une analyse approfondie des conflits et l'intégration de pratiques sensibles aux conflits, dépassant le simple principe de « ne pas nuire ».



Une approche multipartite implique la collaboration entre des acteurs formels et informels, notamment les organismes gouvernementaux, les prestataires de services de sécurité et de justice, les institutions de contrôle, les organisations de la société civile et les communautés, afin de concevoir et de mettre en œuvre des programmes efficaces, responsables et adaptés aux besoins de tous les segments de la société.



Établir un environnement propice nécessite la mise en place de cadres juridiques, politiques et économiques qui autonomisent tous les acteurs, y compris la société civile, les organisations communautaires et les fournisseurs de sécurité et de justice, facilitant ainsi la collaboration.

Les programmes fournissent une protection juridique, un engagement politique et des activités de soutien économique qui renforcent et améliorent l'administration de la justice.



Le leadership des femmes assure que les programmes sont inclusifs, appropriés au niveau local et transformateurs en matière d'égalité des sexes, en tenant compte des besoins et des perspectives intersectionnels.

L'autonomisation des femmes renforce l'efficacité des politiques et remet en question les rapports de force. Des cadres tels que le programme Femmes, paix et sécurité (FPS) favorisent la résilience des communautés et leur capacité à prévenir et à résoudre les conflits.



Le leadership des jeunes offre de nouvelles perspectives et des solutions novatrices aux défis de la sécurité et de la justice.

L'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité (JPS), soutenu par des résolutions comme la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies, encourage l'engagement actif des jeunes dans la consolidation de la paix et la gouvernance, veillant à ce que les programmes soient dynamiques, pertinents et durables.



L'engagement intersectoriel nécessite une planification harmonisée afin d'aligner les politiques et les programmes, de diminuer la redondance et d'optimiser l'impact.

Cet objectif est réalisé en partageant les ressources et l'expertise, tout en encourageant le dialogue, notamment à travers des groupes de travail et des partenariats public-privé dans les secteurs de la santé, de l'économie et de la justice.



L'engagement communautaire assure que les programmes sont enracinés dans les contextes locaux, reflétant les besoins et les points de vue de la communauté, renforçant ainsi la confiance et l'appropriation.

Les résultats et la pérennité des programmes sont assurés par une participation inclusive et le renforcement des capacités locales, par le biais d'une communication transparente, de la prise en compte de problématiques spécifiques et de l'intégration des retours de la communauté dans le processus décisionnel.



Grâce aux tablettes, les Burundais résidant dans des zones isolées peuvent désormais obtenir des informations juridiques essentielles. (Crédits image : Auxfin)

TRAJECTOIRES D'AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE

Ces exemples démontrent comment le renforcement des systèmes est mis en œuvre dans les programmes de paix, de sécurité et de justice, aboutissant à des systèmes solides et adaptatifs capables de faire face à des défis complexes.

Engagement et appropriation communautaires : L'implication des communautés assure la pertinence et l'efficacité des programmes à l'échelle locale, valorisant ainsi la redevabilité et la durabilité. Les initiatives communautaires réalisées dans les zones de conflit ont contribué à préserver la paix et la justice.

Partage des compétences : Le renforcement des institutions officielles (police, tribunaux) et des acteurs de la justice informelle (leaders communautaires) assure que tous les intervenants possèdent les aptitudes et les ressources requises. Les programmes de formation favorisent les interactions et la confiance avec le public.

Transformation numérique : l'utilisation des outils numériques facilite la prise de décisions fondées sur des données probantes, améliore l'accès à la justice et optimise la gestion des ressources. Les systèmes numériques de gestion des dossiers rationalisent les processus et renforcent la responsabilité.

Inclusion des femmes et des jeunes : L'intégration des perspectives de genre et de la jeunesse promeut l'équité et l'innovation. Les programmes qui soutiennent les femmes et les jeunes dans des rôles de leadership renforcent la résolution des conflits et encouragent l'inclusion au sein des communautés.

Réformes politiques et juridiques : La réforme des politiques et des cadres juridiques élimine les pratiques discriminatoires et renforce la protection des groupes vulnérables. Les réformes juridiques peuvent améliorer l'accès à la justice et l'efficacité du système.

Justice climatique : lutter contre les effets du changement climatique sur la justice garantit que les communautés vulnérables sont traitées équitablement et impliquées dans les politiques climatiques. L'intégration de stratégies de résilience climatique aide à gérer les conflits liés aux ressources et favorise la stabilité à long terme.

ESPER : LES VOIES DE LA PAIX EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le programme ESPER (Ensemble pour la Sécurité et la Paix à l'est de la RDC) est une initiative conjointe de Cordaid et de VNG International, visant à améliorer les systèmes locaux de justice et de sécurité dans les zones de conflit de l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Ce programme engage directement les communautés dans la planification et la prise de décision, afin que les besoins locaux soient entendus et intégrés, dans le but de renforcer le contrat social et de restaurer l'autorité de l'État.

Des évaluations et des plans d'action communautaires orientent les décisions, tandis que les tribunaux mobiles et les groupes de justice locaux améliorent l'accès à l'aide juridique. Le programme adopte également un modèle de financement axé sur les résultats (FAR), qui associe le financement à des résultats mesurables, favorisant ainsi la fourniture de services de qualité.

ESPER favorise la coopération entre les autorités locales et nationales et intègre l'inclusion des femmes, la participation des jeunes et la lutte contre la corruption dans sa conception. En reliant la société civile, le gouvernement et les dirigeants locaux, il établit des systèmes plus robustes et plus fiables, propices à la paix et à la justice.



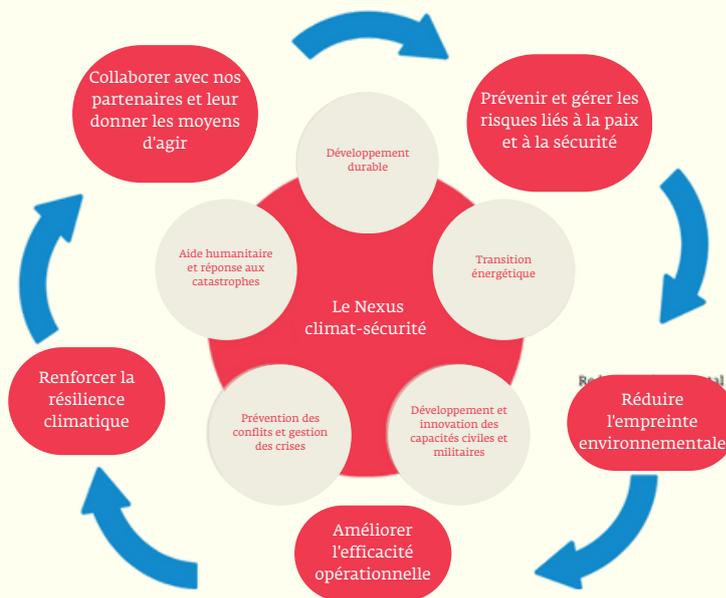
Une équipe d'experts congolais lors d'un événement du programme ESPER à La Haye le 6 février 2025. (Crédits image : Mickael Franci / Cordaid)

LE LIEN ENTRE CLIMAT ET SÉCURITÉ

Le lien entre le climat et la sécurité souligne l'impact du changement climatique sur la disponibilité des ressources naturelles, ce qui contribue aux conflits liés à la terre et à l'eau. Cela entraîne un déplacement des populations vers les zones urbaines, modifiant les dynamiques sociales et intensifiant les tensions. Les migrations causées par le climat aggravent la vulnérabilité régionale. La résolution de ces enjeux requiert des efforts internationaux coordonnés et des politiques de justice climatique solides qui mettent en avant les besoins des personnes les plus affectées.

Cordaid s'engage à intégrer la justice climatique dans tous les aspects de sa programmation relative à la sécurité et à la justice, la considérant comme un élément essentiel et non négociable de la paix et du développement durable.

Image : La relation entre le climat et la sécurité (adapté du SEAE, 2023)



AU BURUNDI, LES FEMMES DONNENT AUX FEMMES LES MOYENS DE LUTTER CONTRE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

Au Burundi, 40 % des femmes âgées de 15 à 49 ans sont touchées par des violences basées sur le genre, ce qui met en lumière des inégalités de genre profondément enracinées, telles que la violence domestique, les mariages précoces forcés et les abus économiques. L'application des cadres juridiques demeure insuffisante et de nombreuses femmes ignorent leurs droits.

Les obstacles à la justice incluent la stigmatisation, les contraintes économiques (comme les droits fonciers) et l'accès restreint aux services juridiques. Le programme d'assistance juridique de Cordaid répond à ces défis en établissant des cliniques juridiques et des caravanes mobiles qui fournissent une aide directe aux survivantes de VBG. Ce programme se concentre sur la sensibilisation aux droits, la résolution des conflits et la représentation judiciaire pour les femmes marginalisées. Il a été mis en œuvre en partenariat avec nos collaborateurs locaux : l'Association des Femmes Juristes du Burundi (AFJB), le Barreau de Bujumbura, le Barreau de Gitega et l'Association Ntabariza.

Les actions et résultats clés du programme comprenaient des cliniques juridiques, initiatives de sensibilisation aux droits et aux procédures judiciaires dans les zones rurales isolées, et promotion de la résolution extrajudiciaire des conflits lorsque cela est réalisable. En deux ans, 850 personnes, principalement des femmes, ont bénéficié d'une assistance juridique, ce qui a renforcé l'état de droit et permis aux victimes de demander justice.

Les cliniques juridiques du programme illustrent comment une assistance juridique localisée peut lutter contre la violence sexiste, autonomiser les victimes et améliorer le système judiciaire dans son ensemble. En améliorant l'accès à la justice et en remettant en question les normes sociales néfastes, cette initiative constitue un modèle évolutif pour intégrer l'égalité des sexes dans les efforts de renforcement des systèmes de sécurité et de justice.



La psychologue Laurette Kaneza en compagnie de ses clients dans la salle d'attente de la clinique juridique de Ruyigi. (Crédits photo : Mickael Franci / Cordaid)

RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DIRIGÉ PAR LES JEUNES POUR LA PAIX ET LA JUSTICE AU MALI

Grâce au Programme pour une Gouvernance Locale Responsable (PGLR+), Cordaid, en partenariat avec SNV, Oxfam Novib et la Fondation V4T, initie un changement systémique dans les régions affectées par le conflit au Mali, en habilitant les jeunes à entreprendre des actions de consolidation de la paix, de justice et de gouvernance inclusive. Mis en œuvre dans 240 communes avec l'appui de nos partenaires locaux ALPHALOG, AED, AMSS et OMAES, ce programme renforce la société civile, améliore la responsabilité des collectivités locales et favorise la confiance entre les citoyens et les institutions. Dans des régions telles que Ségou et Tombouctou, les jeunes ont pris l'initiative en matière d'éducation civique, en renforçant l'engagement communautaire sur des enjeux tels que la conformité fiscale et les soins prénatals, et en promouvant la cohésion sociale à travers des événements et des dialogues locaux. Ces initiatives, soutenues par l'accent mis par Cordaid sur le renforcement des capacités et le plaidoyer, illustrent comment l'engagement des jeunes en tant qu'acteurs essentiels peut renforcer les systèmes de gouvernance locale et contribuer à une société plus pacifique et plus équitable.



Mohamed Mahmoud Elhadj, participant au programme PGLR+ de Cordaid à Tombouctou, au Mali. (Crédits image : Mickael Franci / Cordaid)

« Grâce au programme ESPER, les problèmes de sécurité locaux sont mieux compris au niveau local. La responsabilité des solutions est plus largement partagée, et parce que les communautés, en particulier les femmes et les groupes marginalisés, sont activement impliquées, les réponses sont plus durables et mieux adaptées aux besoins spécifiques des personnes. »

Claudine Tsongo Mbalamy, Coordinatrice Dynamique des Femmes Juristes

À PROPOS DE CORDAID

Cordaid est une organisation internationale de développement et d'aide d'urgence basée aux Pays-Bas et disposant de bureaux dans 14 pays. Nous travaillons dans et sur les situations de fragilité et soutenons les communautés dans leurs efforts pour améliorer les soins de santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et la justice. En cas de catastrophe, nous proposons une aide humanitaire.

Cordaid est profondément enracinée dans la société néerlandaise avec plus de 250,000 donateurs privés. Les valeurs chrétiennes de dignité humaine, de justice, de compassion et de protection de la planète nous guident dans notre travail. Cordaid est membre fondateur de Caritas, de CIDSE et d'ACT Alliance.

CONTACT

Daive Soto Naranjo

Expert en sécurité et justice
daive.sotonaranjo@cordaid.org

Sabina Atzei

Experte en consolidation de la paix, gouvernance inclusive et participation
sabina.atzei@cordaid.org

Teodora Nguen

Experte en sécurité et justice
teodora.nguen@cordaid.org

Noé Petitjean

Chargé des relations donateurs
noe.petitjean@cordaid.org

Cordaid

Grote Marktstraat 45
2511 BH The Hague
+31(0)70-31 36 300
info@cordaid.org
www.cordaid.org

Contribution éditoriale: Jacqueline Molho